



## Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

### Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

## Attractivité - Cité intelligente - Appel à projets innovants et expérimentations au service de la Ville - Approbation

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

La Cité intelligente, attentive aux évolutions sociétales très rapides, constitue la stratégie numérique, globale et multisectorielle de la Métropole qui concilie les aspects sociaux, environnementaux et économiques. Elle vise à imaginer de nouveaux services urbains et à stimuler l'économie par l'innovation.

Montpellier Méditerranée Métropole utilise le territoire comme un véritable laboratoire urbain (*living lab*), favorisant ainsi la détection de services urbains à valeur ajoutée avec des composantes à expérimenter, un concept à éprouver, ou un(des) modèle(s) économique(s) à valider, ou des technologies à tester et ayant un impact sur les usages et comportements à évaluer.

L'appel à projets Cité intelligente aura pour objectif d'identifier maximum 10 projets d'entreprises susceptibles de faire émerger de nouveaux projets de services et usages pour les citoyens et/ou la Collectivité sur les thématiques suivantes : les trottoirs intelligents, la culture, l'inclusion numérique, les parcours en ville, la mobilité, l'eau, l'énergie, l'environnement, vivre la ville (médiation et la participation citoyenne, le bien-être, les temps dans la ville...), l'internet des objets (IOT), ...

Les projets sélectionnés seront accompagnés par Montpellier Méditerranée Métropole pendant leur expérimentation. Les propositions attendues concernent des projets de recherche et développement (R&D) générant des services innovants pour les territoires, portés par une ou plusieurs PME.

Les projets sélectionnés feront ensuite pour la phase d'expérimentation l'objet d'un contrat de R&D avec la Métropole. Le travail avec la Métropole permettra d'améliorer les retours d'expérience sur les services développés et donnera ainsi plus de chances aux lauréats de trouver un marché.

Tant l'appel à projets que le marché de R&D n'ont pas pour objet de commander des prestations ou développer des produits au bénéfice de la Métropole. Il s'agit de modes de soutien à des initiatives tierces. Si, à l'issue de cette démarche, la Métropole souhaite acquérir certains services ou produits pour son propre usage, elle devra alors lancer des procédures concurrentielles.

La sélection des projets s'appuiera sur les critères suivants :

- Service : niveau d'utilité, de valeur ajoutée... ex : utilité sociale, intérêt dans le contexte de l'évolution des modes de vie urbains... Inscription du projet dans les objectifs de la Métropole ;
- Caractère innovant : nouveauté, à argumenter avec des éléments de marché, avantage concurrentiel (pour le porteur de projet, pour le territoire...) ;
- Retombées économiques potentielles : viabilité et potentiel de développement du projet ;
- Intérêt et pertinence par rapport au contexte R&D proposé par la Métropole ;
- Capacité à être expérimenté (qualité du protocole, suivi des usages notamment) ;
- Interopérabilité et réutilisation seront pris en compte tout comme la dimension ouverte des développements ;
- Cohérence globale du projet en matière de développement durable, de résilience, et d'apport à la qualité de vie des citoyens.

L'appel à projets Cité intelligente est ouvert à l'ensemble des PME françaises.

Le Comité de sélection impliquera des experts techniques et de l'écosystème montpellierain (BIC, pôle de compétitivité, ...), des représentants de la Métropole en tant qu'acteurs du territoire notamment sur les aspects économie et numérique et sur des domaines « applicatifs ».

Le calendrier prévisionnel de l'appel à projets est articulé ainsi :

- juin 2021 : lancement de l'appel à projets ;
- mi-septembre 2021 : date limite de soumission des projets ;
- fin septembre 2021 : présentation des projets par les candidats au Comité de sélection ;
- octobre/novembre 2021 : contractualisation à travers le marché de recherche et développement pour les lauréats de l'appel à projets ;
- décembre 2021/janvier 2022 – novembre 2022 : temps d'expérimentation - développement des solutions innovantes ;
- décembre 2022 : bilan des développements.

Un règlement qui sera diffusé sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, fixe les modalités de cet appel à projets.

Un financement de 10 projets de développement maximum, portant chacun sur un thème différent, à hauteur de 50 % maximum d'un coût total de développement compris entre 40 000 et 80 000 €. Les PME sélectionnées pour développer des applications innovantes obtiendront un financement maximum de 40 000 €, qui sera fonction du coût de développement global du projet.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'autoriser l'organisation d'un appel à projets Cité intelligente pour faciliter la création de services urbains innovants dans un contexte recherche et développement ;
- D'approuver le co-financement du développement des projets des lauréats de l'appel à projets dans le cadre des marchés de recherche et développement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-161464-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.